

**Université de Lausanne, Grange de Dorigny**  
**Inauguration du Centre en Etudes Genre LIEGE de l'UNIL**  
**23 septembre 2008**

**Introduction par Patricia Roux**

Cher·e·s collègues, cher·e·s ami·e·s, Mesdames et Messieurs,

C'est un immense plaisir que vous soyez venus partager cet événement avec toute l'équipe des Etudes Genre. Beaucoup d'entre vous ont largement contribué à faire que la création d'un Centre en Etudes Genre à l'UNIL soit possible, et cette inauguration est autant une manière de saluer les efforts communs qui ont abouti que de vous remercier. Parmi les personnes à qui nous adressons un merci tout particulier, il y a le recteur de l'UNIL, Dominique Arlettaz, qui après avoir suivi de près l'évolution du LIEGE pendant des années, a décidé de croire en notre projet et d'en faire un outil pour la recherche scientifique. Quand Gaël Pannatier et moi-même étions allées discuter la stabilisation du LIEGE avec M. Arlettaz, nous étions certes très déterminées, mais le pari nous paraissait loin d'être gagné d'avance. Je me souviens encore de l'euphorie avec laquelle nous sommes sorties de la séance du 6 juin 2007 : nous avons le profond sentiment que le recteur soutiendrait le projet, auprès de la Direction d'abord, puis auprès des facultés de SSP et de Lettres qui étaient les plus concernées en termes budgétaires, donc en termes de postes. C'est ce qui s'est passé, et Monsieur le Recteur je vous en suis très reconnaissante. Vous inviter à faire une allocution pour ouvrir notre Centre aujourd'hui est une façon de vous le dire, même si, du coup, cela prend encore un peu de votre temps surchargé. Sans plus attendre, je vous passe donc la parole, ensuite de quoi je réinterviendrai avec Sandra Walter pour vous présenter notre Centre en Etudes Genre, puis nous aurons le plaisir d'entendre la conférence de la sociologue Michèle Ferrand (directrice de recherche au CNRS), sur « Les apports d'une perspective de genre dans les enquêtes sur la sexualité ».

**Le parcours du Centre en Etudes Genre LIEGE**

Le LIEGE sous son ancienne forme a une riche histoire dont je ne vais pas retracer ici toutes les étapes, pour laisser plus de place à ses projets actuels en tant que Centre. Mais je ne peux pas passer sous silence quelques événements marquants qui ont fait que le Centre en Etudes Genre a pu devenir une structure stable qui va renforcer notre position dans le champ non seulement en Suisse romande, mais aussi aux niveaux national et international.

Tout d'abord, de mai 2001 – date de la première subvention qu'a obtenue le LIEGE – à fin 2007, on est passé de quelques membres pionnières très proches et complices à un réseau de 650 membres dispersés sur toute la Suisse et même parfois à l'extérieur du pays. Le réseau a pris une ampleur que nous n'avions pas soupçonnée, montrant en tout cas une chose : c'est qu'il était nécessaire de créer un sentiment d'appartenance à une forme de « communauté », une communauté qui se préoccupe à la fois de la place des femmes dans les universités et dans la société, et des faiblesses de l'analyse scientifique « classique » qui ne tient pas compte du genre, soit du fait que la division masculin/féminin structure l'ensemble des objets qu'elles étudie.

Pour alimenter ce réseau et lui permettre de vivre, il fallait aller fouiner de toutes parts afin de rassembler les initiatives éparses qui se prenaient ici ou là pour développer une approche de genre : les enseignements, jamais libellés à l'époque en termes d'Etudes Genre, les colloques, les chercheuses féministes dont bien des travaux étaient soit méconnus soit ignorés, les personnes isolées qui ne savaient pas dans quel espace déployer leur conviction que le genre était une catégorie d'analyse centrale... Il fallait créer des ponts entre les chercheur·e·s. Quelqu'un parmi nous aujourd'hui a fait tout ce travail de diffusion et de mise en réseau avec un enthousiasme et une compétence remarquables, vous savez toutes et tous de qui il s'agit ? de Gaël Pannatier, que je vous propose d'applaudir parce que l'existence du nouveau Centre en Etudes Genre lui doit beaucoup.

Si je devais faire un bilan de la démarche du LIEGE qui nous a conduites à la création d'une structure stable aujourd'hui, je dirais que c'est d'avoir su travailler aux marges de l'institution universitaire.

C'est ce travail depuis les marges qui nous a permis peu à peu de rapprocher les Etudes Genre du centre. Par exemple, nous avons repris la gestion de la revue *Nouvelles Questions féministes* (NQF) qui avait été créée par Simone de Beauvoir et Christine Delphy et qui jusqu'en 2002 avait un comité de rédaction uniquement français, composé de 5 personnes. On a constitué un comité franco-suisse, avec 40 femmes qui conçoivent la réflexion sur le genre comme le produit d'un travail engagé. Du côté suisse, ce comité inclut une trentaine de chercheuses, ce qui constitue en soi un réseau important et très dynamique, NQF sortant maintenant 3 numéros par année publiés à date fixe (ce qui n'était pas le cas avant), de même que la revue a un nombre d'abonné·e·s plus élevé que celui qu'elle n'a jamais connu, à savoir 400, et un tirage de 1200 exemplaires pour les ventes en librairie, dans les colloques ou dans les débats publics. Du point de vue institutionnel, je pense que la reprise de NQF a été et est toujours un atout pour le LIEGE, mais conjointement il faut aussi renverser le raisonnement : l'actuel rayonnement de NQF n'aurait pas été possible sans les ressources en personnes et en moyens financiers que nous donnait le LIEGE.

Dans les marges de l'institution que nous avons occupées, il y a aussi toute la question du mentoring collectif. Le mentoring s'entend habituellement, dans les universités, comme un *coaching* d'une enseignante ou chercheuse expérimentée à l'égard d'une chercheuse plus jeune dans son parcours. Le LIEGE s'est distancé de cette conception pour promouvoir une logique plus horizontale des relations, en stimulant des espaces de réflexion plus collectifs dont pouvait émerger un travail plus collectif lui aussi. Nous avons réussi pendant 6 ans à faire une place à cette conception du mentoring dans le Programme fédéral « Egalité des chances », qui a ainsi été notre source de financement principale pendant cette période, avec le soutien financier paritaire du Rectorat.

L'autre source, plus récente, provient de la CUS. Nous avons créé un groupe informel sur toute la Suisse, qui a réuni des membres de toutes les universités, et a émergé de ce groupe un projet de coopération accepté par la CUS pour développer les enseignements en Etudes Genre en Suisse. C'est grâce à ce projet que de nouveaux postes d'enseignement ont pu être ouverts : à l'UNIL, il s'agit en particulier du poste de la prof. Valérie Cossy en Lettres et de celui de la prof. Emmanuelle Lada en SSP. Ces postes sont temporaires, mais l'objectif de la CUS et le nôtre aussi bien sûr sont que l'UNIL les stabilise à terme.

Dans cette logique, nous avons étendu aussi le réseau LIEGE à la HES-SO, avec cette fois un financement paritaire de l'OFFT (Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie) et du siège de la HES-SO à Delémont. Je pense que l'on peut saluer cette tentative des Etudes Genre de participer à un rapprochement des universités et des hautes écoles spécialisées, et d'améliorer ainsi les conditions dans lesquelles se déploient les collaborations entre les chercheur·e·s des deux institutions. La coordination de ce réseau-là est assurée par Corinne Dallera.

L'un dans l'autre, la perspective de genre a pris sa place dans un certain nombre de disciplines, en tout cas dans les sciences sociales et humaines, mais elle s'étend, tant mieux, par exemple en médecine. Sur ce plan, j'aimerais dire deux mots de la politique que nous essayons de développer à l'UNIL pour consolider les Etudes Genre.

Dans notre conception, les Etudes Genre ne sont pas une discipline. Notre politique vise plutôt à faire reconnaître que l'intégration d'une réflexion en termes de genre est nécessaire dans toutes les disciplines, et donc que l'approche de genre devrait se développer partout où cela est possible plutôt que d'être réservée à des cursus d'études spécifiques. Si une spécialisation est bien sûr possible en Etudes Genre – de fait elle a bien lieu – il nous paraît plus opportun qu'elle se fasse au sein même de la discipline concernée, en reconsidérant les concepts traditionnels de cette discipline et en les renouvelant. C'est dans cette optique que nous n'avons pas cherché à ce qu'il y ait des diplômes décernés en Etudes Genre. Par exemple, dans la faculté de SSP ici, le genre est une orientation qui a été intégrée dans le master en sciences sociales, on n'a pas créé de master en Etudes Genre. Je pense que c'est une politique qui permet d'éviter que les Etudes Genre deviennent en quelque sorte un ghetto, c'est-à-dire un espace dans lequel on va confiner toutes les questions de genre qui se posent dans notre société et dans l'analyse scientifique, en se disant ensuite que le « problème » est réglé et qu'il n'est donc plus nécessaire de faire du genre une dimension de l'analyse pleinement intégrée dans la construction des savoirs.

Cette politique porte ses fruits. Par exemple, le nouveau laboratoire de recherche MISC (Methodology, Inequalities and Social Change) qui a été mis sur pied en SSP pour faire l'interface entre les chercheur·e·s de la faculté et FORS – la Fondation suisse pour la recherche en sciences sociales – accorde une place importante à la dimension de genre dans son projet sur l'analyse des inégalités sociales.

Un autre exemple des avancées en Etudes Genre que le LIEGE a contribué à obtenir, c'est la mise sur pied d'une école doctorale romande en Etudes Genre qui ouvrira ses portes le 1er octobre. C'est une école multi-disciplinaire, qui s'inscrit dans notre politique dont je parlais précédemment, à savoir qu'elle ne décernera pas des doctorats en Etudes Genre mais des doctorats dans la discipline où le ou la doctorante est inscrite.

L'école réunit 4 institutions universitaires romandes (Unil, Unine, Unige, IHEID). Son siège est rattaché à l'UNIL, plus précisément au Centre en Etudes Genre qu'on vient de créer, parce que nous avons jugé, au sein de l'équipe romande qui organise cette école, que le Centre LIEGE disposait de plus de moyens que les autres universités impliquées. Ainsi, la directrice de l'école est une enseignante de SSP – Cynthia Kraus –, la coordinatrice de l'école Guillemette Gold a son bureau dans nos locaux, et la requérante responsable du programme de formation doctorale auprès du FNS est moi-même. Une partie de cette école est financée par la CUS, dans le cadre du projet de coopération dont je parlais avant, et une plus grande partie encore est financée par le FNS, dans le cadre du programme doctoral ProDoc qu'il a récemment mis en place.

Il est clair que cette école constitue un formidable tremplin pour consolider la relève de demain en Etudes Genre et qu'elle va considérablement élargir les objets d'étude, les terrains sur lesquels les chercheuses en place travaillent, les savoirs produits. Suite à une mise au concours qu'on a lancée aux niveaux national et international, 47 candidat·e·s au doctorat ont postulé pour entrer dans cette école. C'est énorme, encore une fois on constate que la demande est forte dans le domaine. On a retenu en l'occurrence 21 doctorant·e·s, dont plus d'une dizaine sont d'ores et déjà associé·e·s à des projets de recherche que nous sommes en train de déposer au FNS. En effet, dans son programme ProDoc, le FNS offre la possibilité à 10 doctorant·e·s d'une école de bénéficier d'un salaire pendant 3 ans, de quoi mener leur thèse à terme dans d'excellentes conditions, mais ces salaires dépendent justement de projets de recherche soumis au FNS comme n'importe quelle autre requête des divisions 1 et 4 en ce qui nous concerne.

Pour vous donner une petite idée des contenus de ces projets de recherche, les requérantes – chacune avec sa spécialisation – les ont organisés autour de 4 axes thématiques qui structurent le programme de formation de l'école doctorale : un axe sur la façon dont le genre structure tous les aspects du travail, de l'emploi et du chômage, en lien aussi avec la sphère privée et notamment toute la question du *care* et du travail domestique ; un axe sur les migrations et les mobilités tant internes que transnationales qui redéfinissent aujourd'hui la place des femmes dans la famille et sur le marché du travail dans les pays d'origine et dans les pays d'immigration ; un axe sur les questions de sexualité et de procréation qui marquent les corps du sceau du genre ; et enfin un axe qui vise à analyser comment les rapports sociaux de sexe s'articulent à d'autres rapports hiérarchiques tels que les rapports de classe et de race.

On verra comment ces projets de recherche sont reçus par le FNS, mais quoiqu'il en soit, le moment de leur élaboration aura été l'occasion de resserrer les liens ou d'en créer de nouveaux entre les chercheuses et les doctorant·e·s impliqué·e·s dans ces projets. C'est en ce sens, je pense, que l'école doctorale représente une étape décisive pour que le Centre en Etudes Genre s'engage pleinement dans sa nouvelle mission, qui est de renforcer la recherche en Etudes Genre, ce dont Sandra Walter va bientôt vous parler avec plus de détails.

Mais avant de lui passer la parole, j'aimerais encore évoquer une chose. J'ai dressé jusqu'ici un profil de la situation en Etudes Genre plutôt réjouissante, en particulier dans cette université. Mais je ne voudrais pas qu'on en conclut qu'il est temps maintenant de se reposer sur nos lauriers. Les résistances ou les oppositions aux Etudes Genre sont encore bien là. On le voit au niveau des institutions universitaires, quand certaines promettent des postes d'enseignement en Etudes Genre depuis des années mais trouvent toujours une bonne raison d'en retarder l'échéance ; ou quand d'autres suppriment à certaines enseignantes le droit de diriger des thèses alors qu'elles assurent depuis des années l'encadrement des doctorant·e·s qui, justement, intègrent une perspective de genre dans leurs

travaux ; ou encore quand certaines collègues s'entendent dire qu'elles devraient mettre leur énergie ailleurs que dans la publication de NQF. On le voit aussi dans certaines expertises des projets de recherche genre que nous soumettons par ex. au FNS. Certaines montrent le mépris qui s'affiche parfois à l'égard des Etudes Genre, ou en tout cas à l'égard des chercheuses qui ont fait du genre leur perspective centrale. Je vous donne deux exemples où je suis impliquée (ainsi je ne mets personne d'autre en cause) : le premier est une requête qui proposait une analyse des liens entre les attitudes sexistes et les attitudes racistes. Un des experts qui a évalué la requête – c'était cette année – écrit ceci : « Le sujet d'analyse est original et au centre de débats en sociologie et en psychologie sociale actuels, mais la requérante semble ne pas les connaître et réinvente donc régulièrement la roue. Les hypothèses posées sont toutes vérifiées dans la littérature. » Avec ces mots, et d'autres que je passe, inutile de dire que j'étais un homme mort ! L'autre exemple, encore plus récent celui-là, concerne un projet sur la sociohistoire de l'accouchement : l'expert commence en écrivant « Rien que le titre du projet est un grand exercice de contorsion cherchant à articuler deux perspectives (histoire de la médecine et perspective genre)... » dont l'expert dit plus loin : « Vouloir de force articuler deux perspectives a priori éloignées ... condamne tout intérêt à l'entreprise .» Et voilà, là aussi il ne reste plus qu'à nous recycler chez les fossoyeurs !

On pourrait multiplier ces illustrations, mais je vais m'en tenir là, en finissant sur une remarque constructive : nous avons encore beaucoup à faire pour asseoir la légitimité des Etudes Genre, et nous comptons bien y parvenir notamment grâce à notre nouveau Centre. A ce propos, vous trouverez sur la table dans la salle toute une série de documents qui vous informent des activités du Centre que j'ai évoquées, une plaquette d'information, un carnet de route des Etudes Genre, le programme de l'école doctorale, celui du colloque d'ouverture de l'école « Vents d'Est, Vents d'Ouest. Mouvements de femmes et féminismes anticoloniaux » auquel je vous invite vivement à participer (IHEID, 16-17 octobre), et *Nouvelles Questions féministes*. Sur ce, je passe la parole à la nouvelle coordinatrice du Centre, Sandra Walter.

## **Présentation des objectifs du Centre par Sandra Walter**

Je vais vous présenter brièvement les principales activités que le Centre en Etudes Genre LIEGE compte développer en lien à son nouvel objectif qui est de créer une infrastructure qui puisse stimuler et soutenir l'élaboration de projets et la réalisation de recherches intégrant une perspective genre.

Comme le rôle du Centre dans la mise sur pied de l'école doctorale et de ses modules de recherches a déjà été évoqué, je ne m'arrêterai pas sur ce point. J'évoquerai plutôt les formes de soutien que nous proposons de mettre sur pied au sein de l'UNIL pour les chercheur·e·s, en début de carrière, intégrant la perspective genre dans leurs travaux. Je tiens aussi à mettre en avant le fait que les éléments présentés sont le résultat non seulement de discussions avec les membres du Centre lors de réunion mais aussi d'une interaction avec ces derniers sous forme de questionnaire. Il nous a semblé important de recueillir l'avis des membres sur leurs besoins et leurs attentes. La diversité de statut des répondant·e·s et de leurs institutions d'appartenance nous offre un panorama intéressant des besoins liés aux situations variées des chercheur·e·s.

A ce propos, il est important de souligner que certains chercheur·e·s sont confronté·e·s à des limites que les activités présentées ci-dessous ne permettront pas de résoudre. Je pense notamment aux limites liées à la manière dont la recherche est organisée en Suisse. Lors d'une réunion organisée par le Centre en juin, le statut des Maîtres-assistant·e·s a plus spécifiquement été évoqué à ce sujet. Non seulement, ils/elles ne peuvent être à la fois requérant·e et salarié·e d'un projet du FNS. Mais de plus, la nécessité d'avoir d'un poste stable pour être requérant, implique que les Maîtres-assistant·e·s, engagé·e·s pour 4 ans, ont un temps à disposition extrêmement restreint pour conceptualiser, déposer et réaliser un projet de recherche. Sans vouloir entrer plus en détail sur ce thème ici, je tiens à souligner que ce sont des problèmes auxquels le Centre veut réfléchir afin de trouver des moyens d'agir sur ces conditions.

Ceci étant dit, je vais maintenant vous présenter quatre différentes formes de soutien que le Centre compte offrir. Je précise aussi qu'il ne s'agit pas d'une liste exhaustive des activités proposées,

auxquelles se sont ajoutées de nombreuses suggestions des membres, mais plutôt d'une présentation succincte de nos axes d'activités futurs.

### **1) Ancrage institutionnel**

Il s'agit pour le Centre d'offrir un d'ancrage institutionnel à des équipes interdisciplinaires, aux chercheur·e·s en début de carrière ainsi qu'aux chercheur·e·s hors université qui intègrent la perspective genre dans leur recherche. Un tel ancrage peut être utile pour plusieurs raisons:

- Il renforce la légitimité des chercheur·e·s qui veulent déposer des projets de recherche auprès du FNS ou autres fonds tiers.
- Cet ancrage peut être particulièrement utile aux chercheur·e·s affilié·e·s à d'autres instituts et qui ne reçoivent que peu de soutien institutionnel pour leur recherche.
- Il donne accès à un réseau, ce qui peut favoriser une dynamique de collaboration interdisciplinaire et/ou inter facultaire sur des projets de recherche, un critère pris en compte par les financeurs de la recherche.

### **2) Diffusion d'information**

Une des activités de soutien du Centre sera d'organiser et de faire circuler l'information sur la recherche en Etudes Genre et les possibilités de publication dans ce domaine. En matière de recherche, il s'agira non seulement de diffuser l'information sur ce qui se fait (accès aux rapports de recherche, base de données) mais aussi sur les opportunités à saisir (appels d'offres pour post-docs ou programmes de recherche nationaux ou européens). Le Site Internet et une diffusion par email régulière d'informations ciblées seront les principaux outils.

En ce qui concerne la publication, il s'agit premièrement de diffuser l'information sur les possibilités de financement et sur le marché des publications en Suisse et en France. La revue *Nouvelles Questions féministes* est à ce propos un instrument adéquat de par ses liens avec d'autres revues francophones et anglophones en Etudes Genre. Dans un deuxième temps, le Centre veut visibiliser sur son site les publications des membres. La possibilité de mettre en ligne les publications qui ne peuvent être visibilisées ailleurs est aussi envisagée (rapports de recherche, communications de colloque, etc.). Pour celles qui sont déjà disponibles sur d'autres sites, les liens pour y accéder seront indiqués.

### **3) Appui pour l'élaboration de projets de recherche**

Essentiellement, il s'agit ici de faciliter le dépôt de requêtes en offrant un encadrement logistique et un savoir-faire dont les chercheur·e·s encore peu expérimenté·e·s peuvent avoir besoin. Cela peut se faire notamment au moyen de la mise à disposition d'un stock de projets acceptés par le FNS et par une traduction en langage courant des directives du FNS, précisant notamment les écueils à éviter.

Dans le même ordre d'idée, nous proposons de mettre sur pied des rencontres avec des expert·e·s qui décryptent les critères d'octroi dans la sélection des projets de recherche et restituent leur expérience en évoquant les critères de sélection, d'éligibilité, etc. De telles rencontres permettraient notamment de discuter des critères informels de sélection. Plusieurs membres ont de fait souligné l'importance d'une telle information notamment en ce qui concerne les projets européens dont les conditions diffèrent de celles connues en Suisse. Une première rencontre devrait être organisée dès que l'appel à projet du FNS pour le PNR 60 sur les politiques durable de l'égalité en Suisse sortira.

Toujours dans l'objectif de faciliter le dépôt de projet dans le cadre du PNR 60, le Centre cherchera à coordonner les différents projets élaborés en facilitant le partage et les échanges entre les différents groupes, de manière à couvrir plus largement les différents axes du PNR 60.

#### **4) Rencontres, échanges**

Finalement, dans la lignée des Work in progress et autres colloques ou conférences organisés depuis plusieurs années par le LIEGE, le Centre veut favoriser les échanges et rencontres entre chercheur·e·s. Non seulement en poursuivant ce type d'activités mais aussi en mettant sur pied un séminaire de recherche, permettant de renforcer l'interaction des chercheur·e·s autour de leurs travaux. La création d'un séminaire de présentation d'ouvrage et de discussion autour de publications récentes est de même envisagée.

A cela s'ajoutent deux suggestions faites par les membres du Centre. Premièrement, il est nécessaire de poursuivre et de renforcer nos liens à la cité afin de publiciser les Etudes Genre. Et, deuxièmement, il serait bon de développer voir de renforcer des collaborations formelles avec d'autres Centres en Etudes Genre à l'étranger, afin de faciliter l'élaboration de projets de recherche ainsi que le séjour des doctorants à l'étranger et leurs publications dans des revues étrangères.

#### **Conclusion**

Pour conclure, je soulignerai que le soutien aux membres, la visibilité de leurs activités, ainsi que l'hébergement de projets de recherche devrait idéalement nous permettre à terme de constituer un véritable pôle de recherche Genre. Un pôle qui continuera à contribuer à l'essor des théories féministes et à fournir des outils scientifiques qui aident à transformer les rapports sociaux de sexe.